

-TRADUCTION -

17 juillet 2014

Le très honorable Stephen Harper
Premier ministre du Canada
Bureau du Premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa, ON K1A 0A2

Stephen.harper@parl.gc.ca

Monsieur le Premier ministre Harper,

Objet : conflit à Gaza

Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) est très préoccupé par le conflit qui s'intensifie entre Israël et la Palestine. Le nombre de morts augmente, avec plus de 200 personnes tuées à Gaza, et une personne en Israël. Nous reconnaissons la demande antérieure de cessez-le-feu du Gouvernement du Canada, et demandons de soutenir et reconnaître sincèrement les droits de la personne et la loi humanitaire internationale en tant que principe sous-jacent à cette demande.

Une violence dévastatrice a été infligée à des milliers d'innocentes victimes en Israël et en Palestine, et cela aura des répercussions sur plusieurs générations. Ce n'est pas un secret que les habitants de la bande de Gaza ont été disproportionnellement affectés par cette violence, comme le démontre le nombre de morts.

La paix ne peut revenir dans cette région, à moins que les bombardements contre Gaza ne cessent immédiatement, tout comme les fusées envoyées par Hamas, le blocus contre Gaza, et les occupations illégales des territoires palestiniens par Israël.

La punition collective qui vise les civils et l'infrastructure de Gaza, comme les hôpitaux, les écoles et les systèmes d'eau, mérite une condamnation immédiate de la communauté internationale, notamment le Gouvernement du Canada.

En tant qu'affilié de Public Services International (PSI), nous appuyons la démarche en faveur « *d'une approche démocratique, inclusive et non partisane susceptible de mettre fin pour longtemps au conflit, et cela est conditionnel au démantèlement de tous les instruments oppressifs, notamment les barrières législatives, militaires, politiques, sociales, économiques et politiques* ». Nous convenons qu'à tout le moins, cela doit impliquer :

.../2

- La reconnaissance des droits fondamentaux à l'égalité complète des citoyens palestiniens d'Israël;
- Le respect, la protection et la promotion des droits des Palestiniens de regagner leur domicile et leurs propriétés;
- La fin immédiate des mesures illégales prises par Israël et du blocus de Gaza.

Le SCFP demande au Gouvernement du Canada de donner l'exemple au monde entier en exigeant un cessez-le-feu comprenant, en tant que pré-condition de paix, la reconnaissance des droits de la personne et de la loi humanitaire internationale par toutes les parties au conflit.

Cordialement,

PAUL MOIST
Président national

CHARLES FLEURY
Secrétaire-trésorier national

:nc/sepb491

c.c.: P. Beattie; M. Butler; conseil de direction nationale du SCFP; D. Ivanochko; K. Cameron; T. Mulcair;
J. Baird; P. Dewar; R. Pavanelli; H. Yussuff